



EDITORIAL | Liêm Hoang Ngoc

Le retour de la première voie...

La semaine écoulée a été marquée par deux nouveaux pas, faits par Gordon Brown et Nicolas Sarkozy, deux admirateurs de Tony Blair, en direction de l'abandon de la troisième voie.

Le premier pas est celui de Brown en direction de la taxation des revenus financiers. Après avoir nationalisé les banques et baissé de 5 points la TVA, le Premier ministre britannique vient de décider la taxation de 50% des bonus des traders supérieurs à 27 500 euros. Il a poussé, dans la foulée la France à s'engager dans la même direction. Cette mesure, de nature à « euthanasier le rentier » (dixit Keynes), est d'autant plus surprenante que les Britanniques s'opposent traditionnellement à toutes les initiatives prônées par le couple franco-allemand à l'échelle européenne allant dans le sens d'une plus grande harmonisation fiscale et d'une taxation des transactions financières. Elle ridiculise les arguments de ceux qui martèlent sur tous les tons qu'aucune mesure fiscale ne peut être prise si elle n'est pas appliquée dans le monde entier. Justement ! Parce que les « marchés » ne peuvent faire l'impasse sur des économies aussi importantes que celles du noyau dur européen, la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne peuvent « se permettre » une politique fiscale audacieuse et commencer par coopérer pour

harmoniser les bases de l'impôt sur les sociétés et pour améliorer le recouvrement fiscal des expatriés. Certes, il faudra aussi lutter contre les paradis fiscaux en levant systématiquement le secret bancaire. Il faudra un passeport européen pour les fonds spéculatifs. Il faudra accroître les exigences de fonds propres des acteurs financiers et encadrer la titrisation, etc... Mais que de chemin parcouru pour que ces idées, que nous seuls défendions au Parti socialiste, deviennent soudainement... « modernes » !

Le deuxième pas, fait par Sarkozy, ressemble à une nouvelle réhabilitation de la relance keynésienne et de la politique industrielle. Celui-ci s'est fait le chantre du grand emprunt, censé financer des investissements d'avenir. L'idée même de drainer l'épargne, devenue excédentaire dans notre pays, vers des investissements d'avenir, insuffisamment rentables pour les entreprises financiarisées, est un nouveau recours bienvenu à Keynes. Pour autant, les ficelles de la communication du Président de la République sont grosses. Sarkozy prétend incarner le retour du volontarisme en matière de régulation financière et de relance économique. Il s'agit en réalité d'un tout petit emprunt (21 milliards) qui se traduira par un saupoudrage inefficace. Son effet sera contrebalancé par

les effets pervers de sa politique fiscale. En distribuant du revenu aux classes aisées à forte propension à épargner, cette politique participe de la réactivation des bulles financières et immobilières. Elle ampute l'État de 30 milliards d'euros par an sans produire les effets escomptés sur la croissance et les recettes induites. D'où l'accumulation d'une mauvaise dette, prétexte pour le gouvernement à la suppression massive d'emplois dans les services publics. La gauche doit préparer dès maintenant la réforme fiscale qu'elle devra appliquer la première année de la législature en cas de victoire en 2012. Cette réforme permettra de redistribuer les richesses et d'améliorer le rendement de l'impôt d'une vingtaine de milliards. Si cela ne suffisait pas pour relancer l'économie, il faudrait alors engager un véritable plan de relance, sans s'interdire de mobiliser l'épargne oisive par des bons du trésor. L'Agence France Trésor peut toujours les émettre à bas taux compte tenu de la qualité de la signature française et de la solvabilité de l'État, encore forte, si on la mesure par un ratio d'endettement structurel rapportant la valeur des actifs de l'État à sa dette.

■ Liêm Hoang Ngoc, économiste, eurodéputé

table des matières

Dossier

Quand l'histoire devient un instrument partisan.

Un dossier de Philippe Darriulat sur la suppression de l'enseignement de l'histoire et de la géographie au lycée.

P. 2

Presse

Menaces de la Suisse...

Expulsions des Afghans

Poitou Charentes : l'avenir est toujours à gauche !

P. 3

Questions

André Max Boulanger

Entretien avec André Max Boulanger, directeur de l'IUT de Montreuil (Université Paris-VIII). Il revient sur la question des pôles d'excellence...

P. 4

En ligne

Copenhague, un échec ! Oui, évidemment !

Un article de Jacques Fleury à lire sur le site d'Un monde d'avance.

www.unmondedavance.eu

P. 4

DOSSIER | Philippe Darriulat

Quand l'histoire devient un instrument partisan.

Supprimer l'enseignement de l'histoire et de la géographie en terminale pour 170 000 lycéens, plus de la moitié des effectifs préparant un baccalauréat général : tel est donc le projet que nous a concocté M. Luc Chatel.

Si l'on veut manier l'euphémisme, il faut dire que cette proposition a suscité une vive émotion ; si l'on préfère un style plus direct, il convient alors de parler d'un véritable tollé. Syndicats, parents d'élèves, associations professionnelles d'enseignants, chercheurs de toutes matières, ou simples citoyens, le moins que l'on puisse dire c'est que M. Chatel a bien du mal à trouver des soutiens.

Comment, en effet, ne pas s'inquiéter de la suppression de matières qui, non seulement sont indispensables pour la compréhension du monde contemporain, mais favorisent aussi le regard critique des jeunes citoyens en formation sur la façon dont ce monde est mis en scène par ceux qui contrôlent les moyens de communication ?

Comment ne pas être choqué, une fois de plus, par la schizophrénie du gouvernement qui, d'un côté assure, le cœur sur la main, qu'il veut bâtir un système éducatif reposant sur une formation intellectuelle favorisant la réflexion civique, et de l'autre côté supprime des matières ayant justement pour vocation de remplir ces objectifs ?

Comment ne pas s'étonner d'une réforme qui aboutit à renforcer encore plus la spécialisation à outrance des terminales scientifiques, alors que de plus en plus de titulaires de ce baccalauréat se dirigent vers des formations supérieures ou des concours dans lesquels l'enseignement de l'histoire et/ou de la géographie occupe une place primordiale ?

Comment ne pas s'interroger sur la simultanéité de la présentation de ce projet avec la campagne engagée pour tenter d'imposer — avec les arrière-pensées que l'on connaît — un grand débat sur le thème de l'identité nationale ?

À tous ses critiques monsieur Chatel vient de lancer, lors de la réunion du Conseil supérieur de l'éducation nationale : « Au risque de vous déplaire je ne reviendrai sur rien ». On pourrait sourire du donquichottisme de notre ministre, s'il n'était révélateur d'un état d'esprit largement répandu à droite : mépriser toute

concertation et se draper dans ses certitudes pour imposer une politique dont personne ne veut.

Pour autant il serait sans doute erroné de penser que ce texte n'est qu'incohérent.

Passons sur l'évidente tentative de diviser les différents acteurs de notre système éducatif — parents contre enseignants, disciplines universitaires entre elles, etc... — pour pouvoir mieux gouverner. Une tentation à laquelle ne résiste aucun ministre de droite de l'éducation.

Passons aussi, même si cela n'a peut-être pas été assez noté, sur l'évidente cohérence entre ces propositions et les coupes budgétaires annoncées, notamment par le non renouvellement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux.

Passons encore sur le fait que cette réforme risque de renforcer la mobilité des enseignants qui s'est pourtant déjà considérablement développée ces dernières années, alors que tout le monde sait que la stabilité des équipes pédagogiques est un élément déterminant pour lutter contre l'échec scolaire.

Passons enfin sur le désir d'imposer en force ces premières mesures contre ceux qui, dans les établissements, assurent la difficile tâche de maintenir un enseignement de qualité : affronter les enseignants est bien un impératif pour un ministre de droite qui souhaite décliner son credo libéral.

Attardons-nous plutôt sur cette concordance entre la fièvre mémorielle qui agite la droite depuis l'élection de Nicolas Sarkozy et l'annonce de la suppression de l'histoire en Terminale S.

Tous les observateurs ont noté cette apparente contradiction. Pourtant, à y regarder de plus près, cela n'est peut-être pas aussi incohérent que l'on pourrait le penser au premier abord.

Depuis plusieurs années la droite, et singulièrement le président de la République, multiplie les références approximatives au passé pour légitimer son action dans le présent. De la tentative d'obliger les enseignants du secondaire à enseigner les « aspects positifs de la colonisation », jusqu'au récent lancement du prétendu débat sur l'identité nationale,

en passant par de multiples efforts pour s'approprier, d'un point de vue partisan, tel événement ou personnage du passé, nous sommes bien confrontés à une tentative de construire, de toute pièce, un imaginaire historique mis au service d'une politique. Pour arriver à cet objectif, il faut toujours favoriser la mémoire plutôt que l'histoire, l'émotion plutôt que la raison, la commémoration plutôt que la réflexion... en un mot domestiquer l'histoire pour en faire un instrument partisan.

Domestiquer l'histoire, c'est par exemple vouloir imposer une identité nationale immuable, définie par voie ministérielle, à laquelle tout un chacun devrait s'adapter au risque de se voir exclure de la communauté nationale. Une identité nationale qui ne serait plus une construction politique récente et par là-même en constante évolution, bâtie par des luttes sociales et dans des processus de différenciation. Domestiquer l'histoire c'est, par exemple, honorer Barrès dans les Vosges en oubliant Dreyfus, dans l'espoir de faire main basse sur quelques votes frontistes.

Domestiquer l'histoire, c'est souhaiter le recul de la raison, sur laquelle repose tout enseignement, pour laisser libre cours à toutes les manipulations.

De ce point de vue le projet de M. Chatel n'est pas si incohérent que cela. Il participe bien à ce processus de régression démocratique qui touche notre pays.

Un motif supplémentaire pour le combattre avec la plus grande vigueur.

■ Philippe Darriulat, professeur des universités, adjoint au maire du 18^e arrdt de Paris

COMMUNIQUE | Henri Emmanuelli

Menaces inacceptables de la Suisse...

Il faut d'abord rappeler que, chaque année, le montant de la fraude fiscale est équivalent à celui du grand emprunt dont on parle tant. Et que le secret bancaire n'a d'intérêt que pour les fraudeurs ou les délinquants. Le système bancaire suisse en a fait son fonds de commerce. Cela ne l'autorise nullement à hausser le ton. Dans le contexte actuel, cela devrait plus que jamais l'inciter à la modestie et à la

coopération. Or, on assiste à un basculement inadmissible qui voudrait que la recherche de la fraude et de la délinquance soit répréhensible, ce qui est un comble. La Suisse n'a pas à menacer. Si elle ne veut pas coopérer, un simple amendement à la loi de finances peut rendre illégale toute transaction avec une banque suisse qui ne soit pas la contrepartie d'une opération commerciale justifiée. Les rô-

les sont aujourd'hui scandaleusement inversés et il appartient au gouvernement de rétablir rapidement les choses.

■ Henri Emmanuelli, député, président du conseil général des Landes

COMMUNIQUE | Pouria Amirshahi

Expulsions des Afghans : le PS dénonce les dérapages de la droite

Le parti socialiste condamne fermement les propos de M. Thierry Mariani, député UMP, justifiant l'expulsion des ressortissants afghans au nom de la lutte contre les talibans. Un élu de la République ne peut jouer avec les malheurs de tout un peuple pour justifier les misérables actions de son gouvernement. Les expulsions d'Afghans sont pour les socialistes, et pour beaucoup de Français, une honte. La fuite des Afghans de leur pays est le résultat direct de la guerre en Afghanistan. Pour certains, il s'agit de préserver ce qu'il leur reste, à savoir leur intégrité physique, puisqu'ils n'ont plus rien là-bas. Pour ceux-là, qui ont choisi la France, M. Mariani devrait aussi avoir de l'estime. Il en

va de l'honneur d'une démocratie, et de la République française plus que toute autre, de protéger les citoyens de pays en guerre, conformément au droit international et en cohérence avec ce qui fonde l'identité de la France. La lâcheté et le cynisme sont désormais la marque de fabrique d'un pouvoir qui n'hésite plus à faire des thèses les plus dures d'une partie de l'extrême droite son bréviaire gouvernemental. Expulsions des Afghans, clichés sur les jeunes musulmans, débat sur la burqa, confusion volontaire entre identité nationale et questions d'immigration sont autant de signes d'une inquiétante dérive. Les Français ne tomberont pas dans le piège qui leur

est tendu : pour éviter d'avoir à répondre de son bilan catastrophique, le gouvernement est prêt à tourner le dos aux valeurs qui fondent notre pacte républicain : la défense intransigeante des droits de l'homme.

■ Pouria Amirshahi, SN aux droits de l'homme

COMMUNIQUE | PS Charente

Poitou Charentes : l'avenir est toujours à gauche !

Les élections régionales de mars prochain seront un moment fort pour montrer le bilan de la politique de gauche conduite depuis 6 ans par Ségolène Royal et son équipe au service des habitants de la région Poitou-Charentes. Elles seront aussi l'occasion de sanctionner la droite au plan national et de repousser le projet néfaste pour les territoires concocté par Nicolas Sarkozy et son représentant local M. Bussereau. La Fédération de la Charente du Parti socialiste contribuera pleinement à mettre en cohérence ce bilan - partagé par toute la gauche - et le programme qui devra, demain, être porté par le parti socialiste et ses partenaires. La condition de ce rassemblement sera double : d'une part un

score élevé du parti socialiste au soir du premier tour ; d'autre part des convergences sur le programme pour le second tour : (re)localisation de l'emploi, fin des subventions aux entreprises bénéficiaires qui fraudent et/ou licencient, solidarité entre les territoires, aide au développement des coopératives ouvrières, construction d'un autre mode de développement énergétique, etc. Ainsi, l'union de toutes les forces de gauche ne saurait se réduire, comme on veut nous le faire croire, à un slogan dépassé : au contraire, elle détermine le contenu du programme, car on voit mal comment un programme de gauche peut naître d'alliances contre-nature. Une fois seulement la gauche rassemblée, nos lis-

tes pourront s'ouvrir au second tour à toutes celles et tous ceux qui veulent se retrouver autour d'un projet de gauche, dans la clarté des engagements, la cohérence des convictions et le respect des militants. La Fédération de la Charente du Parti socialiste appelle à la mobilisation de tous les citoyens pour reconquérir et renforcer la majorité de gauche à la région.

■ Bureau fédéral du 10 décembre

Questions | André Max Boulanger

André Max Boulanger est directeur de l'IUT de Montreuil (Université Paris-VIII)

Que pensez-vous du concept de « pôle d'excellence » ?

D'un point de vue sémantique, ce n'est pas dénué d'intérêt. Mais que met-on derrière ce mot ? Telle est la question. D'abord, lors de son discours, Nicolas Sarkozy a annoncé dix pôles d'excellence. Pourquoi pas 8 ou 20 ? On ne le sait pas. Ensuite, si la recherche d'excellence ne peut être condamnée, elle ne doit pas se faire en faveur d'un petit nombre d'unités au détriment des autres donc d'étudiants potentiels. Or, le risque, c'est qu'autour de ces dix pôles, se créent de véritables déserts universitaires, ou pour le moins des universités de secondes zones. L'excellence ne doit pas être un chiffon rouge que l'on agite pour masquer le reste...

Huit milliards doivent donc être alloués à 10 pôles d'excellence...

M. B. : Attention ! Il ne s'agit pas d'une « allocation » mais d'une dotation en capital destinée à être placée et donc à fructifier. Ce n'est pas de l'argent utilisable immédiatement. Les universités vont devoir spéculer, donc s'exposer à des risques financiers qui ne sont plus à démontrer. Suite à la crise des subprimes, une université comme Harvard a ainsi perdu 12 milliards de dollars. Et nombre sont les universités américaines à avoir connu les mêmes déboires. Ce qui les a souvent conduites à geler les salaires et à licencier du personnel.

Faut-il voir dans la décision de Sarkozy un choix de société ?

M. B. : Évidemment, car il y aurait d'autres moyens d'utiliser cet argent. On pourrait le consacrer à un plan de relance global de l'université française. On prétend que les chercheurs français partent à l'étranger et que nous ne sommes plus capables d'attirer des chercheurs étrangers. Pourquoi ne pas profiter de cette somme pour y remédier ? De la même façon, on diminue les postes d'enseignants. Mon IUT doit faire face en permanence à un manque de professeurs. Pourquoi ne pas financer des formations d'enseignants et de chercheurs ? Pourquoi ne pas utiliser ces 11 milliards pour rénover ou améliorer les équipements des universités et augmenter leurs taux d'encadrement ? Oui il s'agit bien là d'un choix de société.

A consulter :

<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article3275>

<http://www.france-info.com/chroniques-debats-matin-2009-12-15-grand-emprunt-des-sites-d-excellence-et-les-autres-381386-81-189.html>

■ André Max Boulanger

EN LIGNE

www.unmondedavance.eu

Jacques Fleury : Copenhague, un échec ! Oui, évidemment !

Si l'on mesure ce texte avorté au regard des espérances de ceux qui croient en l'humanité et souhaitent laisser à leurs enfants un monde viable. Les commentateurs cherchent les responsables. Le premier visé est le Président des Etats Unis, Obama. On a tendance à oublier que, dans un pays démocratique, les responsables politiques sont les porte-paroles de leurs compatriotes. Sans doute un homme d'Etat doit tout faire pour convaincre et entraîner l'opinion publique de son pays. Mais en l'espèce Obama n'en a guère eu le temps et il mène actuellement un autre combat, pour la Sécurité Sociale, qui ne lui donne pas le loisir de multiplier ses adversaires en politique intérieure. La question n'est donc pas l'attitude d'Obama, mais ce que pensent les américains. Ceux-ci sont formatés par deux siècles de libéralisme, d'égoïsme, de consommation effrénée, et on ne va pas les changer du jour au lendemain. D'ailleurs aurions-nous le droit de leur donner des leçons ?

Les peuples sont plus faciles à convaincre lorsqu'on caresse leurs mauvais instincts : Jaurès n'a pas pu se faire entendre quand il se battait pour la paix et les hommes se sont rués à la guerre aux cris de « tous à Berlin ». On sait ce qu'il en est advenu. Dans le domaine de l'économie, le capitalisme ne conduit pas à plus de sagesse. Il encourage la consommation et le gaspillage, parce que sources de profits.

Lire la suite sur le site d'Un monde d'avance

Formulaire de contact

Nom : _____ Prénom : _____

E-mail : _____ Téléphone : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Fédération : _____ Section : _____

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

CONTACT

Par téléphone
01.40.63.81.21

Par e-mail
mparpillat@gmail.com

Par courrier

Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

Soutenir un monde d'avance
Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

www.unmondedavance.eu